

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

La 7^e enquête d'opinion sur le Climat dévoilée par BVA Xsight et la Banque Européenne d'Investissement confirme l'importance grandissante de ces questions pour les français·e-s et place le climat en 1^{ère} préoccupation concrète

Selon l'Observatoire des finances et de la gestion publique locale, le coût de fonctionnement des polices municipales a dépassé les 2 milliards d'euros en 2023. Une source d'économies budgétaires ???

Un impressionnant Haka a marqué la tentative de la droite néo-zélandaise d'imposer une loi qui nie les droits (ancestraux) des maoris. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue le 19 novembre...

Agenda militant

9 décembre 2024

A l'initiative des Nations Unies,
[journée mondiale contre la corruption](#)

10 Décembre 2024

... et [Journée internationale des droits de l'Homme le 10 décembre](#). La Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à Paris, le vendredi 10 /12/1948

16 janvier 2025

Le GT4 (organisation et transformation du travail) organise une journée de formation et d'étude sur la méthode de l'enquête : un outil pour le combat syndical et la santé des salarié·es, salle Ambroise Croizat à la Bourse de Paris. S'inscrire auprès de Gilles Seitz : gilles.seitz@orange.fr

4 février 2025

[IA et travail - Cycle de séminaires en ligne](#) de l'OIT et de l'ANACT

Un, deux, trois... fascisme

L'élection de Trump marque un nouveau cran dans la montée du fascisme. Ses choix pour les membres de son gouvernement montrent clairement qu'il entend taper fort : dézingage de l'État par Elon Musk, obscurantisme à la santé, du catch américain pour l'éducation, etc. A Paris, Sarko, peaufine son antiwokisme en tapant sur les profs, et les grands capitalistes d'extrême droite de Bolloré à Arnaud- s'emparent d'une des premières écoles de journalisme... Les libéraux, de Péresse à Kasbarian, avancent décomplexés. Leur morve antipopulaire cache mal à goût renforcé de la financiarisation et du droit divin du mérite.

Du côté du peuple et de sa militance, on sent poindre une lassitude (profs, RATP, SNCF...) que la colère agricole et le refus des licenciements commencent à exprimer.

La crédibilité de Trump est largement liée à sa violence, reflet des frustrations des milieux populaires, confortant la représentation « western » d'une culture yankee. On peut sans nul doute le qualifier de « lumpen capitalisme ». Car le capitalisme mondialisé a CHOISI le fascisme et les régimes autoritaires comme recours face à SA crise. Il n'a plus de marges pour tenter de calmer les colères populaires... Draghi, à sa façon, le confirme pour le continent européen. L'entêtement poutinien aussi.

La gauche reste poussive.

A l'Assemblée nationale, on a travaillé et entendu des propositions intéressantes, vite jetées au panier, cependant. Et après ? En vase clos, comment avancer ? Que peuvent les élu·e-s tout seuls ? Les assemblées et comité du NFP, sur le terrain, n'ont d'autre choix que de se développer, d'étendre leur action au-delà des circonscriptions législatives, de s'emparer du budget, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et l'alimentation ; de la lutte contre l'extrême-droite.

L'affaire n'est pas gagnée. On nous dit trop souvent que c'est à la présidentielle qu'on va gagner. Que les partis n'ont qu'à ... (s'unir, présenter un·e candidat·e unique, relayer les luttes, etc.). Mais de moins en moins de personnes y croient. Et pour cause ! L'action collective, ne peut en rester à la protestation : les « je-nous-ils et elles » de la chose publique n'est-ce pas incontournable pour désirer être une autre société ?

Faire commun de chez soi à l'autre « bout » de la planète.

Attendre c'est céder.

Tenter c'est s'aider. ●

PATRICK VASSALLO



Choc des savoirs :

les groupes de niveaux retoqués par le Conseil d'État



© Certises

Jeudi 28 novembre, le Conseil d'Etat a annoncé la suppression pour la rentrée 2025 des groupes de niveau renommés « groupes de besoin » par Nicole Belloubet alors ministre de l'Éducation Nationale.

Extrait : « l'Unsa Éducation et la FCPE et autre sont fondés à demander l'annulation pour excès de pouvoir de la note de service qu'ils attaquent. Le SNES est également fondé à demander l'annulation de la décision impliquant le rejet de sa demande de retrait de cette note ».

Abus de pouvoir...

Le Ministère a réagi tout de suite en publiant un communiqué indiquant qu'il travaillait à un décret pour sanctuariser les « groupes de besoin ».

Il n'empêche,... Selon une enquête du SNES seuls 26 % des collègues ont totalement mis en place les groupes de niveaux en maths et en français en 6^{ème} et en 5^{ème}.

Les groupes de niveaux ont du plomb dans l'aile... Qui a dit que la mobilisation ne servait à rien ? A nous d'enfoncer le clou.

« **Nos responsables** » politiques ne font pas ce qu'ils veulent. Rajoutée à cette décision la possibilité d'annulation des travaux de l'A69 par le tribunal administratif de Toulouse à la suite de la contestation par la rapporteuse publique de « la raison impérative d'intérêt public majeur » ayant permis de démarrer les travaux, les luttes trouvent des points d'appui et enregistrent des victoires non négligeables.

● SYLVIE LARUE

Ce n'est qu'un début, amplifions les débats

Les médias ont mis en avant une recrudescence des plans de licenciements ces dernières semaines. Effectivement, de telles annonces ont été faites, dans des grands groupes, et cela concerne des milliers de personnes. Mais ne perdons pas de vue que cette réalité existe tout au long de l'année, même quand cela ne fait pas « l'actualité ». Il paraît que c'est la loi naturelle de l'offre et de la demande : « les patrons ne peuvent pas faire autrement, il faut s'adapter ».

Bien sûr que les choses pourraient être différentes. Il faudrait pour cela poser sans cesse la question de la captation par les profiteurs, les actionnaires, les patrons, des richesses produites par la masse de la population, par les travailleuses et les travailleurs. Alors arriverait une autre question essentielle : produire ? Mais produire quoi ? Pour quoi ? Comment ?

Ces sujets ne sont pas nouveaux. Depuis bien longtemps, il est des collectifs militants qui les mettent en avant. Mais ce n'est pas suffisamment présent dans les discussions quotidiennes, dans les priorités des organisations syndicales, par exemple. L'urgence du quotidien pèse, et c'est bien normal. Il n'y a pas de leçon à donner à celles et ceux qui résistent, luttent, organisent notre classe sociale, sans répit. Ça n'empêche pas d'attirer l'attention : **pour dépasser les batailles défensives, il faut prendre l'offensive.** Lapalissade ? Peut-être, mais pour que ça ne reste pas lettre morte, il est nécessaire de créer les conditions de cette offensive ouvrière. Lier bataille pour l'emploi et écologie, lutte contre les licenciements et reconversion, c'est possible mais c'est une tâche de longue haleine. Dans l'urgence des pertes d'emploi et de la désertification des territoires, il est souvent trop tard pour entamer de telles réflexions. Il arrive parfois que des expériences naissent, porteuses de reconversion écologique, d'organisation et de sens du travail différents : il faut les soutenir !

La grève que préparent les cheminotes et les cheminots, qui démarrera le 11 décembre au soir porte sur des sujets qu'on pourrait dire classiques : conditions de travail, service public, rémunération... Mais ce que les fédérations syndicales CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT, et les grévistes, défendent c'est aussi la nécessité de rompre avec le développement du transport routier de marchandises pour prioriser des modes plus écologiques, plus sûrs, plus bénéfiques tous et toutes, notamment le ferroviaire. Ce n'est qu'un début poursuivons...

● CHRISTIAN MAHIEUX

De quoi Trump est-il le nom ?

L'élection de Trump représente une étape clef dans le nouveau choix politique de la grande bourgeoisie mondialisée : favoriser des régimes autoritaires, en finir avec l'État social et l'État de droit hérité notamment du compromis capital/travail de l'après-guerre. Je ne défends pas l'État, mais il s'agit là de supprimer toutes les régulations qui freinent la marchandisation totale des sociétés. Le futur gouvernement de Trump composé de milliardaires et de dirigeants de multinationales, au mépris des conflits d'intérêts en dit long sur la volonté des élites de « privatiser » l'État et de piétiner les droits.

Par-delà la diversité des situations dans le monde, la similitude des objectifs est évidente. Les félicitations de Guillaume Kasbarian, ministre français de la fonction publique à Elon Musk sont éloquentes : *« J'ai hâte de pouvoir partager nos bonnes pratiques dans la lutte contre la bureaucratie excessive et la paperasse et pour repenser les organisations publiques au bénéfice de l'efficacité des agents publics »*. Ne nous y trompons pas, il ne s'agit pas d'en finir avec la bureaucratie comme ils le prétendent, mais avec les systèmes de redistribution des richesses et les services publics.

Ces régimes autoritaires ne sont pas seulement une réaction tournée vers un âge d'or des États-Unis et du monde mais une révolution systémique. Certes, ces dirigeants prétendent remettre en cause la mondialisation néo-libérale au nom de la préservation des normes et valeurs traditionnelles, mais ils s'inspirent en même temps des libertariens comme Musk, les principaux dirigeants du techno-pouvoir américain et l'argentin Milei. Pour ces derniers, toute activité humaine ne peut être qu'individuelle. *« Il n'existe pas réellement de société mais seulement des individus qui interagissent. »* (Thatcher reprendra cette formule). Si la société n'existe pas, alors il n'y a pas de droit de la société, ni d'intérêts communs ; l'État est donc illégitime. La propriété privée est un droit « naturel » qui doit être défendu au même niveau que les « droits humains ». *Enfin, L'Égalitarisme est une « révolte contre la nature »* car les inégalités de richesses, de genre, de race sont « naturelles ».

Bien sûr, il y a loin de ces projets à leur mise en œuvre. Chaque pays a sa culture politique et ses mouvements de luttes. **Mais les rapports de forces dépendent aussi de la capacité des peuples à prendre la mesure de leur caractère destructeur.**

Le plus préoccupant, c'est que la violence de Milei quand il vocifère contre l'État, *« cette caste de voleurs »*, a fait mouche dans la population argentine paupérisée et exaspérée par la surdité des institutions. De même, les propos de Trump de « déporter » des millions d'immigrés en situation irrégulière, n'a pas empêché un tiers de ses électeurs issus de l'immigration de voter pour lui. Le reproche de Bernie Sanders au parti démocrate d'avoir abandonné les classes populaires pourrait aussi s'adresser aux forces de gauche de ce côté-ci de l'atlantique.

Mais ces régimes réactionnaires cachent une faiblesse : ils n'ont pas d'autres choix que de mettre en œuvre des solutions néolibérales qui ont perdu leur crédibilité, y compris chez une partie de leurs propres électeurs. **Faute d'adhésion à leurs politiques, ils sont contraints de recourir à l'autoritarisme.** N'est-ce pas l'aveu implicite que l'actuel ne peut plus durer ? **Dans la recherche d'alternative, le capitalisme semble avoir pris une longueur d'avance. Face à cela DOIT-ON toujours nous contenter de dire non ?**

● JOSIANE ZARKA



© Cerises

VOUS DITES DROITISATION DE LA SOCIÉTÉ ?

Il y a de quoi parfois désespérer Billancourt comme dirait l'autre...

10,7 millions de bulletins RN à l'occasion des élections législatives de juin dernier au second tour, le groupe de députés le plus important à l'Assemblée nationale, les thématiques chères à l'extrême droite chaque jour à la Une des médias main-stream...

Pourtant, cette réalité cauchemardesque ne cache-t-elle pas dans les profondeurs de la société une autre réalité que les forces réactionnaires tentent à tout prix de travestir ?

Avec la participation de Vincent Tiberj et Magali Della Sudda, l'équipe de rédaction de Cerises tente d'y voir plus clair. Et ça vaut le coup de prendre le temps d'y regarder à deux fois.

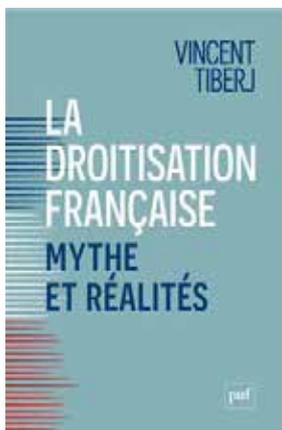
ÉTAT DES LIEUX ET POINTS D'APPUI

Pendant plus de 30 ans, de l'après-guerre à la fin des années 1970, le capitalisme a passé « un compromis » historique avec le monde du travail pour la redistribution des richesses, la sécurité sociale et le développement des services publics. Les droits et les libertés ont progressé dans un contexte néocolonial structurant les inégalités et le racisme systémique.

Ce compromis a volé en éclat et nous assistons aujourd'hui à un « retour de bâton » conservateur qui remet en cause tous ces acquis économiques sociaux et culturels - retour de bâton que la majorité de la population subit de plein fouet. Nous sommes amenés à nous poser plusieurs questions.

Un « glissement à droite » de la société existe-il ? Si oui en quoi consiste-t-il ?

Dans un ouvrage récent¹ Vincent Tiberj constate un décalage entre une droitisation de la société par le haut (partis politiques, média, votes) et les opinions des citoyens qui semblent attachés majoritairement au système redistributif et à des valeurs de tolérance et d'ouverture. **Comment expliquer cette contradiction ?**



Si l'on observe ce qui se passe du côté du système représentatif, de plus en plus de citoyens se détournent des partis politiques et des urnes. **Est-ce un renoncement à la politique ou bien un refus de l'offre politique et un changement de culture civique ?**

¹ *La Droitisation française, mythe et réalités ?* PUF septembre 2024

Dans le même temps, les gens qui luttent « hors système » se multiplient. **Mais comment dans ce contexte poser la question de la transformation de l'ensemble de la société ?**

Par conséquent, quelles sont les perspectives souhaitables, existent-ils des points d'appuis ? Quelles stratégies pour les exploiter ?

Pour en débattre, *Cerises* a invité **Vincent Tiberj** professeur en sociologie politique, **Magali Della Sudda** Directrice de recherche au CNRS, **Bruno Piriou** Maire de Corbeil Essonnes, **Simon Duteil** syndicaliste Solidaires, **Antoine Guérard** militant écologiste, avec une partie de l'équipe de rédaction de *Cerises*, **Pierre Zarka** qui a animé la table ronde, **Bénédicte Goussault**, **Patrick Vassallo**, **Makan Rafatdjou**, et pour la technique **André Pacco**, et **Sylvie Larue**.

Richard Abauzit qui a participé au mouvement des Gilets Jaunes à Montpellier et **Benoît Teste** secrétaire général de la FSU ne pouvaient être présents à la table ronde, ils ont bien voulu nous apporter leurs réflexions dans une contribution écrite.

En introduisant nos échanges, **Vincent Tiberj et Magali Della Sudda** ont nourri notre réflexion par leurs travaux, le débat qui a suivi a été riche et nous sommes loin d'avoir épuisé le sujet. Cependant si déjà tous ceux et toutes celles qui luttent pour transformer la société étaient convaincu-es que l'état des lieux n'était pas si noir qu'on pourrait le penser, on avancerait plus vite ?

● **Le comité de rédaction**

TABLE RONDE

ÉTAT DES LIEUX

Vincent Tiberj

Y-a-t-il droitisation ? Oui, si on s'en tient aux résultats électoraux et équilibrés au sein du Parlement. Ou si on s'en tient aux manières de parler de la société. Le haut, ne ferait que répercuter ce qui se passe parmi les citoyens ? Pas si simple. Les élites politiques médiatiques ne diraient que ce que les Français disent. Mais d'où vient cette prétention à connaître les Français ? Est-ce que vraiment, quand Bruno Retailleau dit « Je sais ce que veulent les Français », il parle vraiment de citoyens ? Et ces citoyens sont-ils représentatifs ? J'appelle ça les ventriloques. On est tous, plus ou moins, des ventriloques. Nous-mêmes, on a des points de vue souvent biaisés, souvent situés socialement, politiquement. Les sondages, aujourd'hui, sont devenus beaucoup plus simples à mettre en place. Et surtout, ils sont devenus de plus en plus biaisables, ou en tout cas, on peut très bien leur faire dire ce qu'on souhaiterait qu'ils disent. Pour mesurer les choses de manière un peu plus rigoureuse j'ai construit ce que j'ai appelé des indices longitudinaux de tolérance : des indicateurs qui

Il se passe ce que les sociologues de la socialisation appellent la socialisation inversée

permettent notamment de mesurer dans le temps des positions des répondants français sur différentes dimensions : un indice sur les préférences culturelles, les questions de genre, l'acceptation de l'homosexualité, un indice sur la question de la tolérance à l'endroit des immigrés, des descendants d'immigrés, du multiculturalisme, et un indice sur les questions sociales ou économiques.

Les trois indices sont constitués de nombreuses séries de questions qui ont été posées dans différentes enquêtes de différentes natures depuis les années 70. **Aujourd'hui, les données d'opinion montrent un public beaucoup plus tolérant, beaucoup plus culturellement progressiste qu'il y a encore une trentaine d'années.** Sur l'immigration, c'est plus compliqué. Mais néanmoins, la tendance est également à une progression. Et sur le socio-économique, on constate des cycles avec des hauts et des bas avec des baisses très fortes sur certains points au moment où François Hollande est devenu président, mais également des montées, des demandes de redistribution très fortes : à peu près similaires à celles des années 70, quand François Hollande parlait de « mon ennemi, c'est la finance ». Celui-ci n'y croyait peut-être pas, mais en tout cas, ça correspondait bien à des demandes citoyennes. Les choses ont très fortement progressé sur l'acceptation de l'homosexualité comme sexualité, sur l'acceptation du mariage homosexuel et même de l'homoparentalité, alors qu'on parlait de loin. Et même sur les enjeux

de la transidentité, aujourd'hui, on est autour de 50 ou 60 % de soutien.

Ces évolutions nous racontent des histoires politiques. Quand on a un gouvernement de droite, généralement, ce sont les demandes de justice sociale qui progressent. Quand c'est un gouvernement de gauche, c'est l'inverse. **On constate également que cette augmentation est notamment due au renouvellement générationnel avec des générations qui sont plus tolérantes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient auparavant.** C'est ce qu'on peut voir sur la tolérance envers les immigrés, le multiculturalisme. La jeune génération, remplace une génération qui n'est plus présente dans les enquêtes, et qui était du côté conservateur. Mais ce qui est également intéressant, c'est que non seulement il n'y a pas de droitisation, mais en plus, quand on mesure dans le temps long, on constate que **vieillir, n'est pas forcément devenir plus conservateur**, notamment sur ces questions de tolérance ou de progressisme culturel.

Il se passe ce que les sociologues de la socialisation appellent la socialisation inversée. C'est-à-dire que les enfants pèsent sur les opinions des parents et des grands-parents, et ça marche sur la question de genre, de minorités sexuelles, probablement sur les questions d'environnement et peut-être sur d'autres choses. Il y a aussi ce qui se passe notamment chez les employés et les ouvriers sur les notions socio-économiques. On constate

dans le temps, que les employés et les ouvriers sont toujours en demande de redistribution, beaucoup plus en demande de redistribution que ne le sont les cadres et les indépendants. Ce sont les questions qui renvoient à une gauche sociale, qui n'a toujours pas disparu. **On est loin d'avoir un public qui serait acquis aux logiques socio-économiques défendues par la droite.**

Bénédicte Goussault

Par rapport à ces données qui sont absolument passionnantes, on aurait aimé avoir des données du politique puisque tu dis qu'il y a un hiatus entre les uns et les autres.

Vincent Tiberj

J'y viens. A ces valeurs correspondent aussi une forme de grande démission, c'est-à-dire que ces valeurs ne trouvent plus nécessairement un vote aisé, un vote facile. Quand on regarde dans le temps long, aujourd'hui, le placement à gauche a considérablement reculé, mais c'est aussi le placement face aux partis. L'histoire c'est la suivante, on est aujourd'hui dans ce que j'appelle une grande démission, c'est-à-dire des citoyens qui savent très bien où ils sont, qui ont des préférences, qui ont des positions politiques tranchées sur ces questions, autour de qu'est-ce que le rôle de l'État, est-ce qu'il y a trop d'immigrés, est-ce que l'immigration est une source d'enri-

A ces valeurs correspondent aussi une forme de grande démission

chissement culturel, mais quand il s'agit de se projeter dans l'univers des acteurs professionnels et notamment dans l'univers politique institutionnel, partisan, le classique, là les choses sont désormais beaucoup plus compliquées. Et si ça fait un bout de temps qu'on voyait monter en puissance le rejet des responsables politiques globalement, ça s'est considérablement accru pendant le mandat de François Hollande, où **la gauche a perdu très fortement en termes de crédibilité, en termes de nombre de citoyens qui se positionnaient à gauche, sans pour autant que ça aide les partis de droite.** Le placement à gauche s'est cassé la gueule entre 2012-2014, sans que la droite n'enregistre de nouveaux soutiens : c'est le non-placement qui a progressé. Et c'est particulièrement fort chez les professions intermédiaires et les employés, et chez les ouvriers. C'est particulièrement fort chez les post-baby-boomers, la génération de Magali et la mienne, et chez les millennials, la génération des jeunes d'aujourd'hui, qui ont effectivement très fortement décroché. Ça ne veut pas dire qu'ils ne savent pas ce qu'est la gauche et la droite, mais c'est un vrai problème à l'endroit des partis. Aujourd'hui, on est dans une situation où, quand on demande aux gens « vous sentez-vous proche d'un parti ? », on est face à des espèces de nains politiques. **Le pourcentage de gens qui se disent proches du PS, de l'UMP, de LR, du Modem, des Verts, etc., c'est entre 5 et 10 % en 2020.** Autrement dit, on est aujourd'hui dans une situation où la majorité des répondants sont dans une logique d'opposition, dans une logique où ils ne sont clairement plus des

c'est le non-placement qui a progressé

supporters. Et c'est particulièrement vrai dans les jeunes générations, y compris les diplômés de jeunes générations, les employés, les ouvriers. C'est d'abord et avant tout le rejet du vote pour tous les partis, que ce soit LREM, que ce soit LFI, que ce soit le RN, et a fortiori que ce soit Reconquête. **Aujourd'hui, les gens savent contre qui ils sont, mais pas pour qui ils sont.**

Magali Della Sudda

Le travail de Vincent Tiberj vient nourrir et éclairer des données que nous avons mises en évidence dans nos travaux sur les Gilets jaunes. L'âge moyen des participant(es) se situe autour de 42 ans ; la génération des baby-boomers est bien représentée, ainsi que la nôtre – celle des personnes nées dans les années 1970 – et celle de nos enfants, lycéen(nes), étudiant(es), autrement dit les « Millenials ». **Quand on demande aux gens, après les questions ouvertes, de se positionner sur l'échelle gauche-droite, plus d'un tiers refuse de se plier à l'exercice.** Mais quand les personnes se positionnent, c'est majoritairement à la gauche de la gauche (44%). Pour un peu plus d'un dixième d'entre eux (15%), c'est plutôt à la droite de la droite. Avec un discours de mise à distance des partis, puisque trois quarts des répondant(es) disent « on ne veut pas de partis politiques dans le mouvement ». C'est le même rejet de la représentation professionnelle : deux tiers ne



©Photothèque.org

veulent pas des syndicats, avec souvent l'ajout d'un « mais » : « on ne veut pas des syndicats, mais il faudra bien qu'ils nous rejoignent » ; « on a besoin d'eux pour faire la grève ». Fait intéressant, un tiers des personnes interrogées avaient appartenu ou appartenaient encore à un syndicat. On a donc un rapport un peu différent à la représentation professionnelle qu'à la représentation politique.

Mais ce qui m'a intéressée, c'est de réfléchir à la lumière du travail de Vincent Tiberj au contenu des cahiers de doléances en Gironde. Ces cahiers ont

La demande de justice sociale est raccrochée à la transition écologique

été créés sur les ronds-points, puis mis à disposition dans les mairies au mois de décembre 2018, puis repris et phagocytés dans le dispositif du grand débat national par Emmanuel Macron. Certains résultats sont surprenants : **le débat public est saturé des thèmes qui sont ceux de la droite et de l'extrême-droite, tels l'insécurité, la délinquance, le terrorisme. On s'aperçoit qu'ils représentent peu de chose pour les personnes qui se sont exprimées dans les cahiers de doléance tant dans les cahiers de gilets jaunes que des autres.** L'ensemble du corpus des 1996 doléances girondines est composé de dizaines de milliers de mots. Par une méthode de classement par algorithme, on arrive à rapprocher les mots en fonction de leur proximité dans les segments de texte. On voit d'abord un arbre avec deux branches qui représentent très clairement le pôle de la citoyenneté sociale et le pôle de la citoyenneté démocratique

et civile. Dans le pôle de la citoyenneté sociale, majoritaire avec 55% des mots, on a une branche spécifique, celle des doléances relatives à la transition écologique et de la justice dans la transition écologique (13% des « lemmes » c'est à dire des mots signifiants). La majorité du corpus renvoie à « la justice sociale », avec 15% sur la question des revenus, ceux du travail, des salaires, du SMIC, des pensions de retraite, des allocations qui couvrent les risques de la vie, tel le handicap et les pensions de réversion. 13% des mots du corpus concerne le levier de la justice sociale, c'est-à-dire la fiscalité, avec tous les mots qui concernent les demandes relatives à l'impôt, à la CSG, aux niches fiscales. On voit une très forte demande de justice et d'équité. Ensuite on a une branche où apparaît le moyen matériel d'organiser cette justice. Pour 14% du corpus les services publics sont le moyen concret par lequel advient cette citoyenneté sociale qui se caractérise

par le régime redistributif mis en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale et le déploiement d'un service public de l'énergie, des télécommunications, de la santé. C'est à la fois une question de justice entre les personnes, entre les entreprises, mais aussi entre les territoires. Il est très important de voir que la demande de justice sociale est rattachée à la transition écologique qui va de la question des énergies jusqu'aux mobilités et l'interdiction des pesticides.

L'autre grand pôle, ce sont les doléances qui renvoient à nos institutions, à la démocratie, à son fonctionnement, avec une forte demande de réformes institutionnelles, de plus d'écoute, d'amélioration démocratique avec la prise en compte du vote blanc, le référendum d'initiative citoyenne, le vote à la proportionnelle. On voit aussi une

place plus importante reconnue aux mouvements sociaux, et en l'occurrence du mouvement des Gilets jaunes, dans la participation politique. Pour ces citoyennes et citoyens, la participation via les institutions n'est pas incompatible avec la participation via les mouvements sociaux. La participation est arrimée au principe d'exercice de la souveraineté. La classe de mots la plus importante est celle du débat et des conditions de la délibération démocratique (14%). Enfin, on trouve des thématiques très marginales (moins de 3% de notre corpus) qui concernent les questions sécuritaires, à rebours de leur importance dans le débat public et de la thèse de la droitisation, avec de rares occurrences sur le renforcement des peines de prison, la peine de mort, le terrorisme, la délinquance. Environ 4% du corpus évoque la souveraineté dans son acception institutionnelle et de positionnement de la

France vis-à-vis de l'Europe et dans le concert des nations. C'est ici que vont s'exprimer les avis les plus critiques sur la mondialisation. Mais aussi des points de vue variés sur l'Europe allant du Brexit à l'Europe comme solution.

Pour conclure, nos travaux confortent les propos de Vincent, alors que nous avons des corpus de données différents. **Les enquêtes par questionnaire auprès des Gilets jaunes et les cahiers de doléances montrent un attachement à la justice sociale et à la redistribution socio-économique. En Gironde, les doléances qui viennent avant toute chose chez les personnes à qui on demande ce qu'elles attendent, ce sont les questions de justice sociale, de citoyenneté et tout ce qui constitue les droits sociaux et politiques.** ●

AU DELÀ DE L'INDIVIDUALISME

Pierre Zarka

Il y a aujourd'hui des dissertations sur le triomphe de l'individualisme. Or si je prends l'écologie et le souci du devenir de l'humanité ou ce que tu viens de dire, Magali, on est loin de l'individualisme. **Je différencierais individualisme et individuation**, dans ce dernier cas, on conçoit la reconnaissance de la personnalité de chacun/e au sein du collectif. Et c'est un phénomène positif qui recèle un grand potentiel pour le développement démocratique de la société.

En ce qui concerne l'absence d'incompatibilité entre institutions et faire par soi-même, j'ai un autre regard. D'abord parce qu'à chaque fois qu'il y a un nouveau gouvernement, que ce soit la gauche ou la droite, la première chose qu'il fait est de décevoir.

On est loin de l'individualisme

J'ajouterai, moi qui suis un ancien soixante-huitard, qu'en 68, les différentes visions d'avenir - à part les anarchistes - se situaient dans le cadre étatique. Or ce cadre, depuis, s'est singulièrement usé. Et en ce qui concerne les partis, moi qui suis un ancien du PC, je ne crois plus dans la forme parti parce qu'il y a dans les rapports avec les partis un rapport de guide à celles et ceux qui doivent être guidés, un rapport qui n'est plus accepté. Et ça commence en dehors de la politique.

Vous avez évoqué la génération des « baby-boomers ». Ils ont été les derniers à bénéficier de l'ascenseur social. Depuis, pour se retrouver, il faut encore moins s'enfermer dans les normes instituées.

Patrick Vassallo

Je suis assez frappé par l'évolution du langage, les mots pour exclure ceux qui ne se situent pas dans une pensée unique 'déviant', le retour de 'gau-

chisme', de 'l'extrême gauche', l'utilisation abusive de terrorisme pour prendre un débat actuel. Puis l'autre question qui revient encore en force à la suite d'un article récent, mais qui peut-être n'apparaît pas trop là dans ce qui a été dit, c'est qu'il me semble quand même qu'il y a un choix déterminé qui est fait par le capitalisme mondialisé aujourd'hui, qui est d'avoir recours au fascisme, à l'extrême droite pour pouvoir faire face à sa crise et ce qui vient d'être dit, je pense, fait partie de cette crise.

Bruno Piriou

Je suis maire depuis 4 ans de Corbeil-Essonnes, une ville de près de 60 000 habitants située à 40km au sud de Paris. **Dans notre pratique politique municipale, nous rencontrons un très grand intérêt des habitants pour se mêler de politique et participer à la vie municipale.**

Cette année nous avons décidé de faire du forum de la vie associative et sportive,

que nous organisons chaque année en septembre, un banquet des bénévoles. Les bénévoles des associations, les bénévoles qui tiennent les bureaux de vote et ceux qui distribuent notre magazine dans la ville.

En une semaine, 400 corbeil-essonnois se sont inscrits pour venir passer une soirée lors de ce banquet des bénévoles. Avec une disponibilité pour agir extraordinaire.

Aujourd'hui, dans notre ville, sur 60.000 habitants tous partis politiques confondus, droite et gauche confondues, le nombre d'adhérents à des partis est inférieur à 100. Quand vous dites qu'il y a un problème à l'endroit des partis c'est clair !

Une chose est de constater qu'il y a un problème à l'endroit des partis, autre chose est de constater l'engagement citoyen, des centaines d'habitants sont très disposés à s'occuper de leur quartier, de la ville, si on en crée les conditions.

Il en est ainsi parce qu'évidemment on n'échappe pas à l'individuation et pour une part à l'individualisation, ce qui n'est pas la même chose. On n'échappe pas aux réseaux sociaux, au repli sur soi, à la casse des corps intermédiaires. En 40 ans à Corbeil-Essonnes, on a perdu la FCPE, quasiment l'Union Locale des syndicats, les parents d'élèves tels qu'ils étaient structurés... Alors que tout cela a volé en éclat, je vérifie que la disposition pour agir est très très forte. Cela interroge évidemment sur la place, le rôle et comment réinventer des partis



©Photothèque.org

politiques qui feraient de la place aux habitants.

J'ai quitté le parti communiste il y a plus de 10 ans quand j'ai compris que s'il fallait adhérer au PC, aux verts, au PS et maintenant à la FI pour se mêler de politique, personne ne le ferait. On a donc créé une organisation citoyenne, on en a créé plusieurs sur 30 ans - la dernière s'est appelée "Le printemps de Corbeil-Essonnes".

Cette démarche citoyenne a permis à des centaines de Corbeil-Essonnois de se mêler de politique, sans leur demander pour qui ils votaient aux élections nationales. On a évidemment plutôt capté un électorat de gauche, qui est fort à Corbeil-Essonnes, mais on a permis à des centaines de personnes de se mêler du commun. C'est cette dynamique qui a permis de venir à bout de la droite qui était installée depuis 25 ans à Corbeil-Essonnes.

Sur l'individuation, je crois que les gens qui cherchent une issue du côté de la justice sociale n'ont pas envie que l'on parle en leur nom, ils n'ont pas envie de suivre quelqu'un. C'est pour cela que l'aventure mélancolique et insoumise a, à la fois, « recapté » par un discours de radicalité mais qu'elle désespère celles et ceux qui veulent pouvoir dire je.

Une autre remarque sur l'individuation, à Corbeil-Essonnes ce qui a explosé c'est le nombre d'auto-entrepreneurs, notamment dans la jeunesse. Et on ne doit pas se dire : « oh là là ils veulent plus être salariés ». Moi non plus j'ai pas envie d'être salarié aujourd'hui ! Et peut être que parmi ceux qui débattent ici cet après-midi, nombreux sont ceux qui n'ont pas envie d'être salarié !

Je crois que la gauche aurait intérêt à ré-interroger le rapport du je au travail !

Vincent Tiberj

D'abord il n'y a pas un problème de participation des citoyens. Quand on regarde dans le temps on est même dans une situation où aujourd'hui les gens participent plus aux boycotts, aux pétitions etc. Ils ont les moyens de participer à ceci près que cette participation n'est pas toujours neutre socialement et générationnellement parlant. On se retrouve dans une situation où il y a aujourd'hui de plus en plus de gens que l'on pourrait qualifier de « protestataires ». C'est-à-

Il n'y a pas un problème de participation des citoyens

dire de gens qui ont au moins manifesté ou pétitionné une fois dans leur vie.

Ils viennent remplacer les électeurs qui ne faisaient que voter, et qui refusaient de participer à des manifs, des pétitions, etc : ils représentent 36% dans la génération née en 1940, ils sont désormais 5% dans la jeune génération. C'est la montée en puissance de ceux que l'on appelle les « protestataires » ; ils sont impressionnants, les boomers sont là et ce sont des poly-participants, ils utilisent tout.

Effectivement désertier les urnes ne signifie pas désertier la volonté de participer. Par contre tout le monde, tous les gens ne sont pas égaux dans le fait de participer et de protester. Dans les catégories populaires, parmi les ouvriers, les employés et les plus précaires, on se rend compte, les travaux de Camille Peugny le montrent, qu'il y a désormais une difficulté à faire nous.

Typiquement les anciennes générations d'ouvriers et d'employés, notamment celles du baby-boom, se socialisaient par les collectifs de travail et par la capacité à prendre part à un « nous », à être encadrées notamment en termes de syndicats.

L'enquête sociale européenne montre où en sont les jeunes générations en termes de syndicalisation : on demande aux gens « avez-vous adhéré à un syndicat au moins trois mois une fois dans votre vie ? ». A peine 5% dans la génération des milléniaux, 20% dans la génération des post-baby-boomers, quand chez les boomers on est à 35%.

C'est notamment la difficulté à faire exister un nous dans les milieux populaires qui aboutit à ce que les gens ne se définissent plus comme appartenant à une classe sociale et notamment à la classe ouvrière.

Ils raisonnent effectivement de plus en plus en termes d'auto-entrepreneurs ! Et dans

le même temps, étant auto-entrepreneurs ils ne se rendent pas compte que leur position sociale, leur métier, leur qualification, font qu'ils sont auto-entrepreneurs de leur propre exploitation ! C'est ce qu'a montré encore Camille Peugny sur les personnes qui sont dans le Care, les l'assistantes maternelles, les aides à domicile et qui se retrouvent être leur propre entrepreneur et dans une situation sociale très périlleuse.

Le souci est que ce recul du vote touche ceux qui pourraient porter les voix de la non-droitisation, les voix de la redistribution, les voix favorables à l'ouverture. Participent aux élections aujourd'hui la génération des baby-boomers, et les baby-boomers les plus riches, les plus diplômés, les cadres et les professions intellectuelles supérieures. Et aussi les cadres et les professions intellectuelles supérieures des générations nées avant-guerre. On est là sur du lourd.

Les enquêtes de participation de l'INSEE montrent que quand les jeunes générations disparaissent, quels que soient leur positionnement social, leur niveau de diplôme ou leur niveau de revenus, disparaissent encore plus les employés et les ouvriers qui sont nés dans les années 80, 90 et après. Cela doit nous interroger car ce sont ceux qui sont en demande de redistribution, et ceux qui sont, notamment dans la partie diplômés et cadres, les plus en adéquation avec l'ouverture culturelle.

En gros il y a une double absence aujourd'hui dans les urnes que l'on peut notamment percevoir en 2024 : la moitié des ouvriers ne se sont pas déplacés aux législatives. Donc quand le RN se dit le parti des ouvriers c'est effectivement qu'il récupère 1/4 des voix des ouvriers. C'est plus que la gauche, mais ils ne sont pas capables de mobiliser la moitié

des catégories populaires ; la moitié des moins de 30 ans.

Derrière ce constat c'est aussi la politique institutionnelle et le rapport aux partis qui est en jeu. De comment on construit et déconstruit le vote : **on a fait du vote le seul moyen légitime de participer et on a fait aussi en sorte que le vote soit de la remise de soi et pas forcément de l'expression.** En France quand on vote c'est pour élire pas nécessairement pour choisir, cf ce qui s'est passé sur le référendum en 2005, cf ce que les gilets-jaunes, analysés par Magali, ont régulièrement montré sur les référendums d'initiative citoyenne.

Antoine Guérard

Je suis un jeune garçon de 22 ans et j'avoue que ce sujet m'a plutôt touché. Je fais partie du travail social en étant éducateur jeunes enfants. Je trouve que dernièrement le travail social n'a plus de social que le nom et je vois beaucoup de personnes qui vont vers l'auto-entrepreneuriat ou en tout cas vont vers un entre-soi assez évident. On nous retire beaucoup de droits dans notre métier, on nous met de plus en plus d'enfants pour des conditions de travail qui ne s'améliorent pas et quand j'ai essayé de mobiliser par exemple un groupe d'étudiants pour aller essayer de contester ces règles j'ai beaucoup eu de... pas de mépris, mais de : « ça sert à rien, c'est fini de toute façon », « tu vois bien que quand on agit, quand on essaye d'aller vers le vote, on nous renvoie qu'on ne sert à rien ». Et l'extrême-droite joue beaucoup là-dessus. Des personnes qui étaient dans le travail social mais pourtant avaient des pensées d'extrême-droite, je me suis retrouvé face à ce paradoxe de me demander où est-ce qu'on va si ces personnes vont s'occuper d'enfants et vont s'occuper de nos futures générations. Il y a beaucoup de désespoir et là de vous entendre je trouve ça encourageant. ●

INDIVIDU ET COLLECTIF

Pierre Zarka

Je me demande si nous ne sommes pas en train de changer anthropologiquement d'époque et que cela dépasse le fait politique. Je pense que le travail est davantage que la production des biens et des services, les humains et les rapports sociaux se font à travers lui. Je fais partie d'une génération où la dissociation entre travail de conception (travail intellectuel) et travail d'exécution faisait que pour faire partie d'un ensemble il fallait faire comme les autres, se fondre dans un moule. Cela se retrouvait dans le rapport aux partis ou aux syndicats. Aujourd'hui, avec les mutations du travail, c'est de moins en moins vrai. Chez le même individu au travail, se mêle une part d'intellectualisation et une part de réalisation. Même dans le travail ouvrier, l'appel à la subjectivité, à l'initiative est de plus en plus grand. Ce que le patronat appelle si gentiment « les compétences ».

Ces mutations ne peuvent pas ne pas avoir de conséquence sur tous les rapports sociaux. Exemple : les mouvements féministes ; les handisports... **Chacune et chacun veut que sa personnalité puisse trouver sa place dans l'ensemble auquel il/elle**

Au départ, l'envie d'être son propre maître

participe. On peut dire beaucoup de choses sur l'uberisation. Mais même si cela a été récupéré par l'idéologie capitaliste, il y a au départ, l'envie d'être son propre maître. Signe des temps. Je me demande si ce n'est pas cela que traduisent vos graphes. « Je veux maîtriser mon sort ». Vos graphes ne signalent-ils pas également l'obsolescence de tout rapport d'autorité, de domination et de dépossession - à commencer par ce que porte le fonctionnement du capitalisme ? **Ces changements interpellent tout ce qui est structure, collectif : si pour faire partie d'un collectif, l'individu doit renoncer à lui-même, alors, il n'a plus envie d'être dans le collectif.**

Simon Duteil

Je suis enseignant en éducation prioritaire depuis une quinzaine d'années, à Saint-Denis, et j'ai eu un mandat national à Solidaire.

Je vais rebondir, juste par rapport à ce que tu viens de dire sur la question de l'individualisme ou pas. On peut revenir sur le sujet des combats perdus au travail, et sur la question de la démocratie au travail. Auto-entrepreneur, le statut et son développement organisent une vraie casse. Il s'agit de casser les acquis sociaux et la protection sociale. On connaît le processus, il est à l'œuvre depuis le début des années 80 au moins, mais il a accéléré.

Ce qu'on dit notamment aux chômeurs, c'est que maintenant, si tu n'as pas le

statut d'auto-entrepreneur, tu ne vas pas pouvoir bosser. C'est la forme ultime de sous-traitance puisque tu es ta propre entreprise de sous-traitance individuelle. Tu peux crever, tant pis pour toi.

Mais si on fait un pas de côté, nous avons échoué à imposer un autre rapport de force au travail, notamment dans la liberté au travail ou si on allait un peu plus loin et parce qu'on est avec Cerises, on peut parler plus facilement d'autogestion, **on a échoué sur la question du pouvoir des travailleuses et des travailleurs dans le cadre de la production.**

Alors évidemment, il y a ce leurre « si tu es ton propre patron, tu vas pouvoir t'en sortir ». Mais il n'y a pas que le leurre, il y a aussi l'idée que personne ne me donne des ordres, ne se comporte mal avec moi, comme on le voit bien souvent dans pas mal de boulots. Donc, je pense qu'il y a tout ça qui est imbriqué dans ce qui est dit sur la place du travail là-dedans.

Je ne crois pas que les outils collectifs soient morts. Par contre, ils doivent être capables de s'adapter. Effectivement, si ce qu'on propose, c'est un modèle syndical qui serait juste : « Adhère, et puis au revoir. Vote pour le bon syndicat. Et puis, au revoir. Et viens manifester si on te dit de venir manifester derrière la banderole », on n'a rien compris. En tout cas, ça ne marche plus. L'éclatement du syndicalisme aujourd'hui, il n'est pas que révélateur de différences de pratique et de différences de fond. **Il est aussi révélateur du**

fait qu'aucun de nos systèmes syndicaux n'a réussi à s'adapter. Il est aussi révélateur certainement de la faiblesse de l'organisation collective. Mais ça ne veut pas dire la faiblesse de la participation collective.

On l'a encore revu avec les retraites.

Les structures collectives syndicales ne sont pas mortes. Elles arrivent à proposer quelque chose. Par contre, est-ce qu'elles arrivent à montrer qu'on peut gagner ? C'est la difficulté. En 2023, il y avait une masse énorme de travailleuses et de travailleurs dans la mobilisation parce qu'il y avait une rotation. Tout le monde n'a pas fait grève en même temps. Tout le monde n'a pas participé à la manif en même temps. Mais aller plus loin - dans le rapport de force au sens d'impliquer beaucoup de monde - passait par la capacité de blocage de l'économie et par une grève reconductible. Donc, ça interroge sur la capacité d'entraînement, et sur le plafond de verre des méga-réformes. Alors, comment on contre tout ça ? C'est quoi nos points d'appui dans la période ? Parce que si on ne contre pas ça, effectivement, il y a un boulevard aujourd'hui pour l'extrême droite.

Est-ce qu'il y a de la droitisation générale ? Non, peut-être pas. Mais est-ce que l'extrême droite arrive à séduire ? Oui, certainement. **Même s'il y a une évolution positive sur des phénomènes sociaux, d'égalité de genre, d'égalité de pratique sexuelle ou de rapport à l'écologie, on voit que ce n'est pas suffisant parce qu'il y a aussi une sacrée remontée raciste très puissante.** Le score de l'extrême

droite, ce n'est pas que du mécontentement. On le ressent très, très frontalement. Cela pèse sur l'agir.

Repartir de la question centrale du travail et de la capacité de recréer du collectif de travail, quels que soient les statuts, y compris auto-entrepreneur, ne veut pas dire en dehors d'un collectif de travail. Il y a énormément d'auto-entrepreneurs qui participent à des collectifs de travail. C'est juste que, dans le même lieu de travail, il y a 4 ou 5 statuts différents pour faire la même chose. Donc, là, il y a des combats à mener. Recréer du collectif de travail, recréer une capacité d'action. Sans collectif de travail, il n'y a pas d'action collective. Enfin, si tu n'as pas un collectif de travail, si tu n'as pas une solidarité au boulot, et si tu n'as pas une capacité de discuter, tu ne peux pas aller plus loin.

Je pense que c'est assez flagrant, cette étape de 2012 à 2017 avec Hollande qui arrive sur « Notre ennemi, c'est la finance », et qui sort en nous laissant Macron après avoir tabassé les manifestantes et les manifestants sur sa loi travail. On continue de le payer. En termes de « la gauche trahit ».

Nous, syndicalistes, on ne se pose pas sur le champ juste de l'élection. Mais on ne va pas non plus faire totalement les fines bouches. Qui avait envie que l'extrême droite prenne le pouvoir ? Et qui pense que là, dans les semaines, enfin, semaines, peut-être pas, parce qu'on n'a pas de dissolution directe, mais dans les mois et années qui viennent, on n'est pas face à un danger ultra périlleux ? Ce danger ultra périlleux, il nous oblige,

Recréer du collectif de travail, recréer une capacité d'action

dans nos outils, à réfléchir, d'une part, à leur renforcement, mais aussi à leur adéquation et à la capacité de travailler les uns/les unes avec les autres.

La stratégie, pour moi, est à la fois d'unité, mais aussi gravement de démocratie. C'est-à-dire que l'unité sans démocratie, ça ne mène pas à grand-chose. Et de la démocratie sans unité, on peut être bien chacun dans nos petites structures, mais on n'arrive pas à aller beaucoup plus loin. Je pense que ce qui se construit avec l'alliance écologique et sociale, des syndicats, des associations qui bossent ensemble et qui disent qu'on ne peut pas répondre aux questions sociales sans avancer sur l'écologie et vice-versa, c'est quelque chose d'important.

L'extrême droite assume le virage climato-sceptique total. On savait déjà qu'elle était ultra-productiviste, mais là, elle assume cette posture climato-sceptique. Il y a un discours extrêmement violent sur l'écologie, ce serait antisocial. Alors qu'aujourd'hui, si on n'arrive pas à avancer main dans la main social et écologie, on aura beau aller très loin, même jusqu'à abattre le système capitaliste, on risque de se retrouver sur une planète morte en termes de capacité de vivre. Si on n'arrive pas à dire que le maintien de l'emploi, le maintien des salaires, la



garantie des droits sociaux, sont en fait des droits sociaux et des droits écologiques, ce qui fait une force de frappe, on perd tout et on laisse effectivement le champ à l'extrême droite et on laisse le champ à la déshérence. Je ne crois pas qu'il y ait une droitisation majeure et tout ce que nous a expliqué Vincent depuis tout à l'heure, c'est vrai par rapport à la participation à l'espace politique. Par contre, il y a un individualisme croissant et ça, il est difficile à contrer.

Vincent Tiberj

Sur la question du collectif et des outils du collectif, effectivement, ce n'est pas fini, car de toute façon, ce qui touche les syndicats, c'est aussi ce qui touche le secteur associatif. En fait, ça fait un sacré bout de temps que Jacques Ion parle des militants post-it, c'est-à-dire des gens qui se mobilisent et se démobilisent et se remobilisent, tout en changeant souvent de causes. C'est fini le temps du militant militaire qui adhérerait à une association et qui y restait longtemps, mais ça vaut aussi pour les partis, et les syndicats. Et donc, c'est plutôt une bonne nouvelle parce que ça permet effectivement une grande plasticité individuelle, de changer de cause, de bouger, etc. **C'est de l'individuation, ce n'est pas de l'individualisme, parce que quand les gens s'engagent, ce n'est pas forcément pour eux,**

bien au contraire. Mais il faut quand même bien avoir en tête, que cette individuation, cette capacité à se mobiliser, à s'engager, cela vaut notamment pour les gagnants du système éducatif, cela vaut notamment pour les gens qui sont déjà politisés. Et c'est là où je veux revenir sur cette question des inégalités de politisation. La politisation passait notamment dans la capacité des collectifs de travail à créer de la conscientisation, parmi les moins diplômés, parmi ceux qui se retrouvaient à l'usine ou sur le marché du travail à 16, 17 ans, voire même avant. Or, aujourd'hui, on se retrouve dans une situation où grosso modo, on a des virtuoses de la politisation, et j'en fais partie : une profession qui me permet de mobiliser quand je le souhaite. Enfin, bref, avec la possibilité de travailler, etc. En gros, on est des virtuoses de la participation, et donc on sait tout faire. Gaëlle sait bien monter des pétitions, elle est super forte, elle va très vite. Et donc, on est capable de se mobiliser, de tenir le crachoir face à des élus, face à des responsables. Mais quid des autres, ceux qu'on n'entend pas ? Et de ce point de vue là, on a eu une bonne nouvelle : les gilets jaunes. Je n'étais pas un grand fan des gilets jaunes à l'origine, mais il n'empêche que ce qui s'est passé chez ceux qui restent est important, et sur ce sujet je pense aux travaux de Magali, et des gens qui ont travaillé sur eux. On a vu une politisation par en bas, horizontale, par des gens qui, a priori, n'auraient pas dû se mobiliser. Cela montre quand même une qualité citoyenne à ne jamais négliger.

Aujourd'hui, on est face à des individus qui sont, effectivement,

capables de jouer leur rôle, et c'est une sacrée bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, c'est effectivement le RN, mais il ne faut pas se tromper de diagnostic. Le RN n'est pas forcément majoritaire, bien au contraire. Il évite certains enjeux. Typiquement, le RN ne parle pas d'homosexualité. Mais donc, en gros, il ne va pas y avoir de confrontation directe avec ces enjeux-là, notamment parce qu'ils ont bien compris que c'est fini. On ne va pas miser sur l'homosexualité parce que, de toute façon, être contre, c'est aller contre un mouvement social extrêmement fort. Ils vont effectivement être ambigus sur les questions d'économie, et ils s'en tirent. **Et par contre, clairement, le premier déterminant du vote RN, c'est d'abord et avant tout la xénophobie.** Et c'est effectivement quelque chose d'impressionnant. C'est juste étonnant que Piketty et Cagé n'aient pas regardé un sondage pour voir quels étaient les éléments déterminants. Donc, en gros, ils nous ont fait perdre un peu de temps dans le diagnostic.

Et la très mauvaise nouvelle, c'est qu'en 2024, le RN a progressé chez les jeunes générations, parmi les retraités, il a progressé parmi les classes sociales supérieures et notamment les segments des retraités des classes sociales supérieures conservateurs et qui, jusqu'ici, ne s'autorisaient pas le vote RN. C'est quelque chose de nouveau et important et particulièrement inquiétant parce que ce sont des électeurs constants. Ils sont nombreux, motivés et en plus, ils votent à chaque élection. Donc, ça veut effectivement dire qu'il sera difficile de dégonfler ces onze millions de voix du RN. À ceci près que le RN désormais est dans une

**On a vu
une politisation
par en bas**

où il faut que la gauche recrée un imaginaire

situation où il préfère gagner avec onze millions de voix et 37 % des voix qu'avec une majorité.

Mais, n'oublions pas que ce qui s'est passé au second tour : c'était clairement une mobilisation contre le RN. Au premier tour, Macron a été sanctionné. Au second tour, c'était un Front républicain contre le RN. Là, il faut additionner les voix. Une majorité de gens ont exprimé un refus. Il y a donc de l'espace pour autre chose, c'est là où il faut que la gauche recrée un imaginaire. Et cette recréation de l'imaginaire, pour aller dans le sens de Simon, effectivement, l'écologie sans la question des inégalités sociales, c'est du jardinage. Si les écologistes ne sont pas des pastèques, ils n'ont rien compris à ce que c'est que l'écologie.

Mais cela veut aussi dire qu'on ne peut pas faire que du socio-économique. Le socio-économique, c'est primordial, c'est essentiel, et surtout il faut être crédible sur le socio-économique. François Hollande, ne pourra pas refaire le coup de « Mon ennemi, c'est la finance ». La crédibilité des partis de gauche à porter une politique de gauche est un chantier majeur.

La mauvaise nouvelle pour la gauche, c'est que les électeurs qu'elle essaie de ramener aux urnes, sont les citoyens les plus

compliqués, parce que ce sont les plus déçus. C'est aussi ceux qui, très clairement, ont des vrais soucis face à la forme parti et face au sauveur suprême, au César, au tribun. **Ça ne marche plus, ce leader qui viendrait tout changer.**

Ça nécessite effectivement de recréer du dialogue, de l'horizontalité, et on sait que c'est la forme la plus dure en termes d'organisation partisane. En sociologie des partis, on parle de la loi d'airain de l'oligarchie qui fait que se dégagent toujours des élites dans les organisations partisans. Il est essentiel de recréer du lien par de l'horizontalité. Podemos a essayé de le faire et n'a pas réussi parce que c'est extrêmement compliqué. Il va falloir réfléchir à d'autres formes de l'agir collectif. Les initiatives qui ont pu émerger autour du Pacte de pouvoir de vivre, qui a réuni des associations, des partis, des élus, des intellectuels, etc., c'est peut-être la bonne manière de faire. Mais simplement, là encore, ça nécessite de bouger face à un danger de l'extrême-droite, qui n'a jamais été aussi fort.

Magali Della Sudda

Sur la base de notre enquête auprès des Gilets jaunes, nous avons fait l'hypothèse, avec l'équipe de Quantité Critique¹, que ce mouvement social a été une manière de porter la question salariale, la question du travail, mais en dehors des espaces de travail. En 2023, nous avons organisé une table ronde à Bordeaux, justement, avec un représentant de la CGT, de la CFDT, de Solidaires, et de la FSU, pour essayer de faire le point cinq ans plus tard sur ce qui s'était passé. Mais

¹. Le collectif a rejoint l'enquête Gilets jaunes en décembre 2018 : <https://qcritique.hypotheses.org/>

recréer des collectifs de travail, c'est tout sauf évident. On peut citer le cas de la Maison des livreurs à Bordeaux, où les livreurs Uber et autres se sont auto-organisés avec l'aide, d'ailleurs, de militants et de syndicalistes. Cette Maison des livreurs est constamment occupée, investie par ceux-là mêmes qui produisent la richesse.

L'extrême droite est en embuscade, avec ses ambiguïtés sur la question sociale et ses silences, aussi, les questions de genre, c'est effectivement une stratégie. Mais ça n'est pas qu'une stratégie. On voit monter dans l'appareil politique du RN, des jeunes gens, des jeunes femmes, qui affichent ouvertement soit leur homosexualité, soit professant un « féminisme » auquel elles accolent toujours un adjectif et retournent la rhétorique progressiste à leur profit, pour en changer le contenu. Or, le féminisme est intrinsèquement universaliste – et non impérialiste ou nationaliste –, et dès qu'on accole un adjectif pour qualifier le féminisme, on sort du projet politique égalitaire et universaliste et autogestionnaire du féminisme. Et cet usage du terme féminisme, c'est de la « rhétorique réactionnaire ». Ceci a été très bien étudié par un sociologue qui s'appelle Albert O. Hirschman, qui a aussi travaillé sur ce lien entre action public et bonheur privé, sur ce retranchement dans d'autres formes d'investissement des citoyennes et des citoyens face à l'adversité politique et économique que nous sommes en train de vivre et que vous appelez individuation ou individualisation. **La question que vous posez est comment renouer des liens, comment refaire du collectif dans un moment**



où il y a une segmentation, une sectorisation territoriale qui fait que les militants n'habitent plus là où ils travaillent, et que les espaces de vie ne sont plus les espaces où on milite. Et typiquement, le fait que les enseignantes et les enseignants n'habitent pas en REP+, où ils enseignent, cela a des effets aussi sur la capacité d'investissement des écoles, des lieux de la vie ordinaire, ce qui était beaucoup plus imbriqué en fait, pour les générations précédentes. On ne peut pas être les missionnaires de l'écologie sociale dans des quartiers où on ne vit pas. C'est bien la difficulté des militantes et des militants aujourd'hui que de remailler le lien social et politique dans l'ensemble des territoires où leur présence fait défaut.

Bruno Della Sudda

Le travail de Vincent rejoint très largement des préoccupations dont, sur le plan politique, notamment avec Pierre et d'autres ami·es qui sont là ce soir, nous parlons depuis longtemps : non, il n'y a pas de virage à droite de la société française. S'il y a droitisation, c'est par le haut, dans la sphère politique et médiatique pour l'essentiel, et il convient de ne pas confondre

Dans ces soulèvements, se sont exprimés des éléments de nouvelle culture politique

cela avec la société elle-même. Et dans la situation très difficile dans laquelle nous sommes, et qui nécessite de trouver des points d'appui, le fait de déconstruire des choses fausses sur la société qui soi-disant irait à droite - comme les choses fausses qui ont été dites voici quelques années sur les Gilets Jaunes, les faits sont rétablis à travers ce dont Magali a parlé, sur la base des travaux sur les cahiers de doléance et des entretiens prolongés avec les Gilets Jaunes - est extrêmement important !

Ces points d'appui, on en a besoin pour reconstruire une perspective. **Mais reconstruire une perspective ne peut se faire que si on est bien conscient et consciente qu'on ne peut pas reproduire des schémas anciens.** Je voudrais insister sur le fait qu'il y a non seulement ce qui a été dit qui constitue des points d'appui, mais il y a aussi d'autres éléments qu'on a pu observer dans la décennie des années 2010, à l'échelle du monde : ce sont tous ces soulèvements populaires, ces processus révolutionnaires, dans différentes régions du monde, même s'ils n'ont pas toujours débouché de manière aussi positive qu'on l'aurait voulu. Dans ces soulèvements, ces mouvements, ces processus, se sont exprimés des éléments de nouvelle culture politique : l'aspiration à prendre ses affaires en main, le refus des hiérarchies et l'exigence d'une démocratie réelle, le refus de suivre ou de s'en remettre à des chefs, l'horizontalité, et le pluralisme dans le fonctionnement, de même que le refus de considérer aussi que le débouché, c'est le Parti avec un P majuscule. Tout cela émerge et prolonge ce que nous

a appris le mouvement altermondialiste au début du siècle, avec en particulier le refus de hiérarchiser les terrains de lutte, en considérant que tous sont complémentaires et articulés, du social au féminisme en passant par l'écologie, la démocratie, l'autogestion. Cela doit nous amener à revoir les choses de manière très différente, en termes de perspective émancipatrice. Prenons en compte le fait qu'en France, il y a également un développement, même si cela se fait à l'écart de toute expression politique, de pratiques alternatives, de pratiques coopératives, de pratiques autogestionnaires, même s'il faudrait qu'il y en ait davantage. Et rappelons enfin l'importance décisive de la conscience écologique mondiale grandissante et de la révolution féministe mondiale : tous ces points d'appui devraient permettre, sur la base d'une nouvelle culture politique alternative, de faire en sorte qu'on ne désespère pas, qu'on construise de nouvelles perspectives et qu'on reprenne espoir.

Makan Rafatdjou

Sur la tension individualisme /individuation : elle est autant travaillée par l'hégémonie de la culture capitaliste de concurrence prédatrice que par l'atrophie de la prise en compte des subjectivités dans la culture des partis de gauche. C'est ce que M. Riot-Sarcey caractérise comme le passage de l'ère de l'émancipation qui ne peut être exclusive du soi, à celle de l'affranchissement qui s'impose en surplomb, et a affaibli puis asséché la culture révolutionnaire.

Sur le travail, salariat et entrepreneuriat : comme le montre Y. Clot c'est aussi ce

dessaïssissement qui est au cœur de l'aliénation dans le travail, en affaiblit la qualité, provoque la souffrance du travailleur qui y aspire et la colère du patron qui voit fondre son efficacité. Face à cette absence de possibilité de maîtrise qui caractérise le salariat par-delà sa dimension collective, **l'(auto)entreprenariat apporte à la fois une réelle liberté et une absence de liberté par la confrontation directe à la commande source d'auto-aliénation.** En tant qu'architecte - profession libérale avant tout par le refus du salariat et la volonté de maîtrise d'une certaine créativité - je peux témoigner comment alors l'illusion du demiurge dopant les egos en concurrence individuelle aboutit au corporatisme d'un Ordre plutôt qu'à la coopération en tant qu'acteur social de la qualité de vie et d'habiter des citoyens, soucieux de nos fragilités humaines et des vulnérabilités écologiques. Démocratie dans l'entreprise : objectif cardinal pour toute visée émancipatrice, elle demande pour être pleinement facteur de commun de s'élargir hors de l'entreprise : non seulement chaque émancipation doit contribuer à l'émancipation générale, mais permettre de dépasser la coupure travail/hors travail en ouvrant la maîtrise du sens, finalité, conditions et modalités d'une activité à l'ensemble des concitoyens des travailleurs, cohabitant ensemble les mêmes territoires et partageant in fine les mêmes visées et destinées à partir des trajectoires singuliers et pluriels par de nouvelles façons de faire.

Simon Duteil

Je suis totalement d'accord sur ce qui est dit quant-à l'autonomie, la coopération. La capacité de le mettre en œuvre

reste une question. Le salariat reste la forme ultra majoritaire aujourd'hui pour les travailleurs. Qu'il y ait d'autres formes qui se développent, c'est une chose. Qu'il y ait des effets de génération en est une autre. Cela ne veut pas dire que ces données soient définitives car ce qui peut faire la différence, c'est ce qu'on insufflera ou pas. De ce point de vue, quelque chose assez intéressant en creux : au mois de juin, lorsque plein d'organisations politiques font le NFP en quelques jours, mais avec un programme assez vide sur le rapport au travail, aux travailleuses et aux travailleurs. Y compris par rapport à ce qui a été cassé ces dernières années, qui permettait des droits et qui n'existent plus. En termes de perspectives de droit, de démocratie pour les travailleurs, il n'y avait pas grand-chose. Par rapport à ce que dit Magali, habiter et vivre au même endroit dans nos grandes villes urbaines, c'est un peu compliqué. J'habite sur ma zone d'éducation prioritaire et plus en plus de monde le fait, plus pour des raisons liées au coût du logement.

On nous dit que la démocratie, ce serait le dialogue social. Je le pratique très peu en tant que Solidaires, le dialogue social est dans les faits plutôt une chambre d'enregistrement. Je reste persuadé qu'**au 21^e siècle, il y a un grand espace sur la question de l'autogestion.** À partir du moment où on donne du pouvoir aux travailleuses et aux travailleurs, mais on se le donne, parce qu'on ne va pas nous le donner. En fait, l'autogestion, ça ne peut nous venir d'en haut, il va falloir qu'on aille la chercher. Il faut avoir le débat avec les usagères et les usagers sur la finalité qu'on peut

construire. Ce sont des débats qu'on a eus pendant le Covid, au moment des Gilets jaunes, sur comment construire l'utilité sociale de la production, la rémunération et le partage des richesses. Là, on a quelque chose qui porte, qui donne envie et qui ramène du monde. On parle là de participation sociale et d'éloignement du politique, mais de la conception de la politique en général, pas seulement des partis politiques.

Vincent Tiberj

Vous avez raison sur la question du lieu de travail. Quand on regarde les travaux, comme ceux de Dominique Méda, sur la manière dont on travaille en France, la manière dont une décision dans une entreprise est prise en France, comparée à ce qui se passe dans d'autres pays, y compris des pays plus libéraux, on est effectivement dans une situation où, ce qui se passe en bas n'est pas intéressant pour ceux d'en haut. Un PDG, lui seul, peut décider parce qu'il sait tout, et il voit tout, et c'est lui qui peut faire les choses. C'est typiquement l'imaginaire macronien. Quand on parle de l'entreprise Macron, c'est tout à fait vrai : on est dans un truc où, grosso modo, le PDG Emmanuel Macron est omniscient. Il est capable d'être un épidémiologiste, il est capable d'être un spécialiste de l'économie. C'est aussi la conception des élites en France. **On est dans un pays où les grandes écoles produisent des gens qui sont persuadés de savoir. Et on n'apprend pas le dialogue, l'expérience des usagers, à respecter les uns et les autres. Donc, il est nécessaire de reconfigurer et de réenchanter le message qu'on peut faire passer. ●**



LE GLISSEMENT À L'EXTRÊME DROITE N'EST PAS INÉLUCTABLE

Les syndicats sont à un point d'observation intéressant à double titre : l'état d'esprit sur les lieux de travail, et ce que nous pouvons tirer comme leçons de nos relations aux usagers, aux élèves, etc. **De ce point de vue, on a à la fois l'impression que nos idées sont majoritaires, qu'il y a même un quasi consensus autour de l'idée qu'il faut des services publics, qu'il faut de bons emplois, de bonnes retraites, qu'il faut des politiques qui préservent la planète, que les valeurs inclusives, antiracistes, pour les droits des femmes et des minorités progressent globalement. Mais d'un autre côté on a l'impression que la droite conservatrice et l'extrême droite, ayant fait l'analyse de cela, arrivent paradoxalement à le capter à leur profit.**

Le moment de lutte contre la réforme des retraites est de ce point de vue éclairant : au tout début une certaine prise des arguments néolibéraux autour du « on ne peut pas faire autrement » que de dégrader les retraites. C'est la phase néolibérale, avec des médias qui diffusent la doxa gouvernementale alors que le contre-discours, le nôtre, est inaudible. Puis, au fur et à mesure que le mouvement monte en puissance en particulier par des manifestations massives, une opinion qui tourne, pose les questions du travail et de la répartition

des richesses, et à ce moment-là une montée des idées de gauche dans toute la société. Et, 3^e temps, tout de suite après le mouvement le sentiment de se heurter à un mur quand bien même on mène des actions collectives fortes, cela fait progresser l'extrême droite.

Nous pouvons en tirer comme conclusion que l'extrême droite est forte des faiblesses du collectif. Et qu'il ne suffit pas que nos idées soient majoritaires, encore faut-il qu'elles soient crédibles et qu'elles s'appuient sur des réalités du quotidien des gens, qu'elles s'ancrent concrètement dans le réel.

Donc la feuille de route pour les temps qui viennent : faire du collectif. Développer la syndicalisation au plus près des salarié-es (la proximité avec une organisation syndicale modifie le comportement électoral et diminue le vote en faveur de l'extrême droite), augmenter notre capacité de lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques par des actions de type « éducation populaire » dans les milieux professionnels, et, particularité de l'implantation syndicale FSU, en direction des usager-es des services publics. Deux axes forts de cette campagne de proximité sont à mener de front : mettre en lumière l'imposture

économique et sociale des partis d'extrême droite et déconstruire le racisme (avec la « préférence nationale » comme principe), lequel divise le monde du travail.

La FSU se donne pour objectif la construction de cadres unitaires larges pour lutter dans la durée contre l'extrême droite à l'instar du travail unitaire déjà mené dans l'éducation comme dans Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA), association unitaire à laquelle nombre de syndicats et sections départementales de la FSU adhèrent. Cela débouchera sur la construction d'actions de formations syndicales, de documents à destination des salarié-es, d'initiatives publiques...

Enfin, il faut dessiner d'autres perspectives, mêlant mobilisations syndicales pour nos revendications et construction d'alternatives sociales, économiques et écologiques permettant de lutter contre les inégalités.

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite n'est en rien inéluctable et la FSU avec le mouvement syndical prendra toute sa part pour conjurer cette perspective.

● **Benoît Teste**,
secrétaire général de la FSU





©Photothèque.org

ÊTRE À LA HAUTEUR

Glissement à droite de la société ?

« Glissement » évoque une mécanique. « La société » est une fiction. Cela donne une vision hors sol, déconnectée de la lutte de classes, désespérante.

L'analyse des années de « compromis » passé par le capitalisme (1945-fin des années 70) montre qu'il n'y a jamais eu de compromis. En 1946, l'accouchement de la Sécurité sociale s'est fait dans un climat insurrectionnel. De Gaulle a raconté dans ses mémoires qu'il avait inclus les communistes dans son gouvernement pour obtenir le désarmement des F.T.P. Les colonies, quant à elles (que l'on pense par exemple aux massacres de Sétif et Guelma) n'ont pas vu passer le compromis. Dès le début des années cinquante et sans discontinuer depuis, les attaques contre la Sécurité sociale et les retraites n'ont jamais cessé. C'est en 1967, pendant l'été, que De Gaulle a signé les

ordonnances mettant fin à la gestion de la Sécurité sociale par les travailleurs au travers de leurs organisations syndicales. En 1968, Chirac allait aux négociations de Grenelle avec un revolver dans la poche.

Enfin comment oublier que les Trente « Glorieuses » furent surtout les Trente Pollueuses et que, s'il n'y eut jamais de compromis mais des conquêtes, le grand retournement des années 80 avait débuté dès l'après 68 : mise en place d'une caisse antigrève par le C.N.P.F (devenu le MEDEF depuis) invention du chômage, division et isolement des travailleurs. Ainsi, dès le début des années 70, a été créée (certes très encadrée juridiquement au début) la possibilité pour le patronat de recourir à des travailleurs à temps partiel et à des intérimaires.

Enfin ce début de dissolution des liens collectifs et du sentiment d'appartenance de classe est allé de pair avec le démantèlement des concentrations industrielles (mines, textile, métallurgie, sidérurgie) et le développement de l'habitat individuel (tous propriétaires !) et les débuts du cloisonnement par les médias (diffusion de la télévision, chaîne unique, dès les années 50).

Nous avons l'obligation d'être à la hauteur

Droitisation par le haut (partis politiques, médias, votes), maintien d'une volonté d'égalité et de justice par les citoyens ?

Nulle contradiction. Le grand retournement sus-évoqué a cumulé désarmement des travailleurs (horaires et salaires individualisés, évaluations individuelles déconnectées des grilles de conventions collectives et soumises à l'arbitraire patronal annuellement renouvelé, recul de l'âge de la retraite, destruction progressive des institutions représentatives du personnel, de la médecine du travail, de l'inspection du travail, des prud'hommes) et armement des employeurs (licenciements sans risques juridiques et financiers, impunité quasi-totale sur le non-respect de ce qu'il reste de droit du travail).

Dans ce contexte, après avoir compensé la diminution de la durée du temps de travail par son intensification, les employeurs sont passés à l'augmentation de la durée du travail (sur la semaine, dans l'année – forfait jours, sur la vie entière) en maintenant l'intensification.

Alors **pour prévenir les explosions sociales inévitables, les capitalistes invitent désormais partout les fascistes à table**, manière de s'assurer la violence qu'ils estimeront nécessaire, et de détourner la colère vers des boucs-émissaires : les juifs hier, les musulmans aujourd'hui, et toujours les étrangers, les « assistés » et autres « profiteurs » de tout poil.

La droitisation d'en haut n'a pas besoin d'autres éléments d'explication : 10 Millions de grévistes en mai 68, des images de voiture enflammées par des « sauvages » en boucle sur l'unique chaîne de télévision et un mois plus tard l'élection d'une des assemblées nationales les plus réactionnaires de l'histoire.

Offre politique et changement de société

L'offre politique – et syndicale – souffre de deux maux. Le premier est le manque de combattants bien insérés dans le corps social comme le firent les militants du PC jusqu'en dans les années 70. Le deuxième est, en France, la présidentialisation du régime. Les programmes, pour ce qu'il en reste, n'intéressent plus grand monde (« Ils ne tiennent pas leurs promesses »). Caisse de résonance médiatique à l'appui, l'ardente volonté de changement total, jusqu'à la rage (Gilets jaunes), conduit par la déception toujours renouvelée à sortir de « la politique » (« Tous

pourris ») ou à s'en remettre à une sauveuse suprême (« On n'a pas essayé »).

Pour autant la lutte « hors système » n'existe pas. Même au temps de MARX, l'affrontement capital-travail ne s'est jamais réduit au face à face entre grands capitalistes et ouvriers industriels. David GRAEBER, dans un article de 2014 écrivait que « les quartiers ouvriers comptaient déjà beaucoup plus de bonnes, de cireurs de chaussures, d'éboueurs, de cuisinières, d'infirmières, de chauffeurs de taxi, d'instituteurs, de prostituées et de marchands à la petite semaine que d'employés des mines de charbon, des usines textiles ou des fonderies ». Travail invisibilisé, notamment celui des femmes, dès qu'il n'apparaît pas comme directement productif de biens.

Au début le soulèvement des Gilets Jaunes l'a montré ; peu de membres de la classe ouvrière organisée, mais tout le peuple travailleur !

C'est que le peuple cherche la sortie.

Le capitalisme a atteint sa date de péremption et bute sur des limites infranchissables (les massacres de masse ne lui offriront qu'un répit) : la limitation des ressources (sol-sous-sol), la limitation des « ressources humaines » (la grande « démission » par la désertion, la maladie et/ou la révolte des travailleurs esclavagisés a commencé), le dérèglement climatique. Nous avons l'obligation d'être à la hauteur

● **Richard Abauzit**

A suivre

Considérons que nous sommes loin d'avoir épuisé le sujet. Nous sommes à la recherche de nouvelles pratiques politiques. Les Gilets Jaunes avaient commencé à explorer d'autres voies que le système délégataire, représentatif, le mouvement s'est arrêté avant d'avoir pu déboucher (à part le référendum d'initiative citoyenne), mais la question de trouver des formes alternatives aux partis reste ouverte. Pour un prochain dossier...

FORTES FIÈRES FÉMINISTES RADICALES¹ ET EN COLÈRE !

1. Radicale : qui s'occupe de la racine.

Dans les années 70, les slogans « Le privé est politique » « Notre corps nous appartient » « Nos luttes changent la vie entière » incarnaient les luttes féministes, notamment en Europe. Les contributions au numéro de Cerises montrent que ces slogans sont d'une actualité brûlante.

Le viol, les violences sexistes et sexuelles, les discriminations faites aux femmes - hétéros lesbiennes trans - au travail, dans la vie domestique, sont analysés comme des faits de société. Que des hommes puissent être des prédateurs dans toutes les sphères de la société est reconnu grâce aux mobilisations des femmes victimes. Et pourtant le nombre de féminicides ne baisse pas, la volonté de réduire les femmes à leur fonction reproductrice s'affirme. Pas de naïveté : le droit à l'IVG inscrit dans la constitution pourra être réduit ou annulé par simple décision de raccourcir les délais - ou comme aujourd'hui par la réduction des moyens pour accéder à l'IVG. Car oui en France en 2024 des femmes vont avorter à l'étranger faute de pouvoir le faire sur le territoire. Repeupler la France par le « réarmement démographique » n'est pas un objectif porté uniquement, loin s'en faut, par l'extrême droite, les intégristes religieux ou les conservateurs. Bien sûr, ce refus que les femmes soient libres de leurs choix est plus flagrant et insupportable dans certains pays. L'offensive masculiniste passe par tous les biais possibles : la religion, l'éducation au virilisme et à l'assignation des rôles. L'éducation dont parle Lydie Poree est le levier pour que change le rapport entre les garçons et les filles, résumé par l'injonction « éduquez vos fils » face au slogan « your body our choice » aux USA, qui trouve de l'écho en France. Le combat « anti-woke » attaque toutes les luttes émancipatrices, qu'elles soient féministes, intersectionnelles, écologistes, internationalistes.

Et il faut être inquiet.es, oui très inquiet.es du fait que Trump ait tous les pouvoirs,



©cerises

comme nous devons l'être, urgemment, en France, devant l'évolution de la fashosphère, qui prend en main des médias, annule des subventions aux assos « wokistes », pénètre toutes les institutions.

Le tandem patriarcat-capitalisme établit de manière brutale ou subtile la domination des classes puissantes par leur histoire coloniale, leur capacité à exploiter les êtres humains, (au premier rang les femmes), les animaux, la nature pour leur seul profit. Dans de nombreux pays, comme le montre Cerises, les hommes utilisent la religion comme arme de domination sur les corps et les esprits, singulièrement sur ceux des femmes. La guerre contre les femmes est permanente, bon nombre d'hommes le savent qui se disent « alliés » des féministes. En temps de guerre où le viol est une arme devenue banalisée, en temps de paix où le corps des femmes est toujours objet : « mais qu'est-ce qu'il a le corps des femmes pour qu'on ne lui foute jamais la paix ? » chante Mathilde. Pour les féministes, l'urgence est de combattre pied à pied l'extrême droite et ses soutiens, même s'il y a parfois des compromis à trouver, par exemple défendre en France le droit des femmes à porter le voile si elles le veulent, quand dans d'autres pays, les femmes risquent mille maux pour avoir refusé de le porter. A Rennes dans les cortèges féministes le 8 mars ou le 25 novembre, des jeunes femmes portant le foulard prennent la parole au micro,

assumant une visibilité qui n'en finit toujours pas de poser question, au détriment de la nécessaire construction de l'unité.

Il y a DES féministes, et des façons d'être féministe qui se construisent hors des orgas ou des partis, par l'urgence, par l'action, par la solidarité. Il n'est qu'à voir ce qui se fait institutionnellement autour du 8 mars et du 25 novembre, périodes riches par l'engagement des acteurs associatifs avec le fort soutien de Rennes Métropole, et ce que construit l'inter-orga féministe en intersectionnalité : rassemblements, manifs, actions de solidarité.

La dynamique de Nous Toutes 35, de création d'évènements avec des moments joyeux porte chaque année davantage ses fruits, rassemblant des minorités de genre, d'origine, de couleur de peau. Le travail du collectif des colleuses rend visibles féminicides, et violences. Il est possible, nécessaire urgent, au-delà des désaccords (par exemple sur la question de la prostitution versus travail du sexe, ou l'accès à la GPA...), de démultiplier les luttes féministes communes à partir de ces deux slogans : « patriarcat au feu et les patrons au milieu », « solidarité avec les femmes du monde entier », pour le bénéfice de tous et toutes.

● **Françoise Bagnaud**

Militante féministe, tant qu'il le faudra.



© cerises

FÉMINISME : SEULEMENT POUR LES FEMMES ?

Je ne suis pas une femme, ne le serai jamais et n'ai aucune prétention à donner des leçons aux féministes, j'en suis bien incapable. Alors quelle mouche me pique ? Dire en tant qu'homme et militant, ce que je dois au mouvement féministe. Ancien soixante-huitard, je dois reconnaître que jusqu'au début des années soixante-dix notre dénonciation du système se limitait essentiellement à l'exploitation économique (contre l'exploitation de...l'Homme par l'Homme sic). Ce sont les féministes qui ont introduit dans la pensée collective la nécessité de combattre tous les rapports de domination en montrant qu'ils étaient au cœur du système et le réalimentaient sans cesse. Dès lors la vision que l'on pouvait avoir de la lutte des classes et d'une autre organisation de la société s'est singulièrement approfondie et élargie. Changer l'Etat et la propriété

lucrative ne suffit pas. Jusqu'aux combats féministes, l'émancipation était une promesse pour la fin du parcours. Ces dernières ont démontré, que l'on commençait à s'émanciper dès qu'on luttait pour son émancipation. Bel apport pour qui voulait se débarrasser du « Grand Soir » et ne voulait pas qu'à défaut on fasse de l'eau tiède. Belle redéfinition du rapport visée émancipatrice et enjeux immédiats.

Quant à la dénonciation du machisme, si les hommes y perdent leur lot de consolation entretenu par le système pour mieux les intégrer, ils y gagnent de pouvoir se libérer d'une image d'eux aliénante pour eux-mêmes. Il fut un temps (pas si lointain) où pour être « un homme », on était le CHEF de famille (ah enfin chef quelque part) ; il fallait être fort ; un enfant mâle ne doit pas pleurer ;

il faut savoir refouler ses émotions, on n'était pas un homme tant qu'on n'avait pas fait l'armée et pas fait la preuve de sa force physique. Cette image dépassée de la virilité pousse notre identité masculine à ne pas être nous-mêmes. C'est à la revendication de la sensibilité féminine, libérée que nous devons tous (et pas seulement toutes) ce que c'est d'être...tout simplement humain/e. Cela nous rend plus exigeants quant à notre devenir. En se battant pour l'égalité et l'essor de leur personnalité, les femmes ouvrent la porte à une redéfinition de l'universel. Signe de notre temps. Pas étonnant qu'en Iran leur mouvement soit le levier du mouvement populaire pour la liberté. Elles et ils, même combat.

● Pierre Zarka



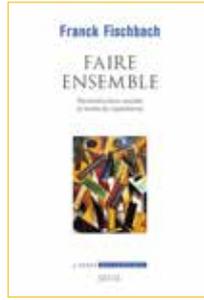
Universaliser, Pour un dialogue des cultures

A l'heure des poussées nationalistes, à l'heure des poussées identitaires, un peu d'air frais vient alimenter notre réflexion. Le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne vient de publier un ouvrage qui mérite toute notre attention. Il réinvente ou plutôt il redonne du sens à l'universalisme si décrié. Ce concept développé au siècle des Lumières mérite qu'on y mette du sens et du contenu et que les progressistes du monde entier se réapproprient ce combat. L'auteur part des singularités de chaque région du monde pour donner une dimension humaine à l'idée d'Universel. Il s'appuie notamment sur les poètes de la négritude comme Aimé et Suzanne Césaire ou Léopold Sédar Senghor pour construire son propos. L'universalisme est de considérer que tous les êtres humains sur cette terre, quelle que soit leur culture, leur mode de pensée ou leur mode de vie ont des droits inaliénables et intemporels : droit à l'existence, à la liberté, à l'éducation, à l'égalité, le droit à la santé, le droit à la vie privée.

Et pour reprendre les propos d'Alain Poulenc dans le N° d'octobre de Philosophie Magazine « réinventer l'universel passe par la déconstruction de ses contrefaçons et à contrecarrer la prétention hégémonique de l'universalisme occidental ».

● Daniel Rome

Universaliser, Pour un dialogue des cultures, Souleymane Bachir Diagne, Editions Albin Michel, 173 p., 19,90€



Faire ensemble, reconstruction sociale et sortie du capitalisme

Le constat de la contradiction entre l'urgence de faire œuvre commune face aux dangers qui nous menacent (changement climatique, vulnérabilités écologiques, inégalités et précarités sociales), et la réduction systémique des capacités à faire collectif au bénéfice de l'agentivité individuelle, et sa conviction que l'essence humaine réside justement dans son œuvre commune, conduisent l'auteur à la recherche urgente des fondements philosophiques d'un agir en commun. Dans la suite de sa démarche singulière et particulièrement féconde depuis un quart de siècle, il estime que si les mutualités relationnelles qui nous relient ensemble sont les meilleurs antidotes à la domination, alors il convient, par-delà la valorisation de l'association et de la coopération, de mettre l'accent sur les solidarités, de fait mais aujourd'hui non assurées et assumées, qui nous engagent les uns envers les autres. Or, actuellement cet engagement social est lui-même très largement minoré au bénéfice des déterminants économiques et politiques au sein de la pensée critique. Considérant que la privation du pouvoir faire ensemble est une aliénation capitale et réciproque du « je » qui est un « nous » et du « nous » qui est un « je », l'auteur mobilise une palette d'auteur bien au-delà de la galaxie marxienne (de Hegel à J. Searl et T. Ingold en passant par G. Simmel, M. Weber, E. Durkheim) pour mettre à jour les méandres selon lesquels nos liens de complémentarité et de réciprocité nous aident à constituer et à nous approprier le sens social de nos vies et à en maîtriser démocratiquement les conditions de réalisation.

● Makan Rafatdjou

Franck Fischbach, Faire ensemble, reconstruction sociale et sortie du capitalisme, Editions du Seuil, 2024, 417 p., 25 €.



Les chroniques

C'est dans le hall du Théâtre Gérard-Philipe que commence cette pièce, inspirée de l'Assommoir et de la Bête humaine, d'après Zola. Eric Charon, du collectif in vivo, sait donner une belle modernité à des histoires qui datent, et ancrer son Théâtre dans le territoire qui le produit. C'est encore une belle tranche de vie du peuple, du prolétariat même, qui nous est ici proposée. Avec jalousies, tensions, le travail qui blesse et la bringue qui fait survivre.

Durant deux bonnes heures, désirs et rêves (fantasmes sociaux ?...) surgissent sur scène avec les accidents de vie et les scories de la domination masculine.

Dans ce quelque chose de singulier et d'intelligent, on trouvera que cette mise en scène fait contre-pied avec des adaptations de Zola (Gabin jouant Lantier, par exemple) par trop complaisantes avec la domination masculine.

Une scénographie dynamique, fort bien interprétée, est accompagnée tout du long par deux musiciens qui soutiennent efficacement le texte.

La harangue finale est d'une remarquable acuité. Si ces deux bonnes heures pourraient gagner quelques minutes, ce Zola-ci vient fort à propos à l'appui des mobilisations contre les violences sexistes et sexuelles.

Un bon moment utile.

● Patrick Vassallo

Les chroniques, Eric Charon, d'après Émile Zola, production TGP, CDN de Saint-Denis, 2024



Leur usine, nos vies, nos morts

C'est un récit remarquable d'une histoire ouvrière beauvaisienne que nous offre l'auteure. Précisément documenté et illustré l'ouvrage retrace les contextes politiques, syndicaux, en particulier CFDT, et associatifs, le rôle de la gauche chrétienne. Près d'un demi-siècle où dans le fief Dassault, l'action n'a pas manqué, groupes politiques, gauche syndicale, « la taupe rouge », journal local proche de la LCR, les maos (pour un fois qu'on les cite !), LO, le PCF, la solidarité avec Solidarnosc ou les réunions dans une annexe de l'évêché....

Histoire aussi d'une désindustrialisation autant pour se débarrasser d'une militance tenace que par financiarisation de l'économie, scandale de l'amiante dans le décor.

Ce livre présente des trajectoires individuelles, des aventures collectives mais aussi les enjeux territoriaux, le rôle des municipalités successives, de gauche comme de droite, face au PLU et choix d'urbanisme et à la durabilité économique locale.

On y retrouve les « débats » des gauches et c'est avec gourmandise qu'on dévore cette gestation ouvrière, un petit régal.

● Patrick Vassallo

Leur usine, nos vies, nos morts, de Lockheed à Bosch, Beauvais (1956-2020), Catherine Méry, Editions Syllepse, 2024, 112 p., 12€



Tout sur l'art, panorama des mouvements et des chefs d'œuvre

Au chaud sous la couette, au coin du feu ou au fond du pub, voici un panorama inédit de plus de 1600 œuvres, de la préhistoire à nos jours. Présentation, description et analyse, contexte historique et artistique. Données techniques, biographie de l'artiste, encart scientifique parfois, qu'il n'est pas besoin d'être « averti » pour appréhender.

On y croise les figures reliquaires du XVIII^e, l'art océanique, les incas ou le coran bleu. Les Amérindiens n'en sont pas absents.

Une somme, donc, à butiner au gré du temps, s'y arrêtant sur une inconnue, partageant cette figurine, agrémenté de citations et dont les repères chronologiques nous éclairent sur les conditions et les façons de faire, faire de l'art, produire du beau. Du sens aussi quand on met tout ce puzzle en concordance.

Ce beau livre, à prix abordable, aurait pu s'enrichir d'un complément audiovisuel. On retiendra que ce papier-là vaut son pesant d'intelligence. Une bien belle découverte !

● Patrick Vassallo

Tout sur l'art, panorama des mouvements et des chefs d'œuvre, sous la direction de Stephen Farthing, Flammarion, 2020, 575 p., 29,90€.



No Other Land

Mettre en images la réalité de la colonisation de la Cisjordanie par l'armée israélienne : depuis 2019 Basel Adra filme les destructions de maisons, d'écoles, de routes... de son village, par les militaires israéliens qui considèrent ce territoire palestinien comme une zone militaire. Inlassablement les habitant-e-s de Masfafer Yatta reconstruisent les bâtiments rasés, parfois la nuit. Inlassablement ils et elles font face aux militaires israéliens au péril de leur vie et de leur intégrité physique. Aidé dans son projet par son ami israélien journaliste Yuval Abraham, Basel témoigne et fait acte de résistance en diffusant ses images via les réseaux sociaux, tandis que se construit la réalisation de ce documentaire qui participe de la lutte du peuple palestinien.

Dans ce récit poignant, plusieurs flash-back notamment celui relatant la visite de Tony Blair alors 1^{er} ministre anglais, dans le village : une pause dans les exactions de Tashal. Comme quoi lorsque des responsables de la communauté internationale ne détournent pas les yeux, on peut empêcher les dirigeants israéliens de poursuivre leur politique d'apartheid. L'amitié des deux protagonistes du film permet aussi d'entrevoir une sortie possible du conflit.

Primé au festival de Berlin ce documentaire poignant et à voir et à faire connaître.

● Sylvie Larue

No Other Land, de Basel Adra, Rachel Szor, Hamdan Ballal, Yuval Abraham, 86 minutes, 2024, en salle depuis le 16 novembre

Une info peut-elle être objective ?

C'est le récepteur(trice) qui décide si une phrase ou une image est une info ou pas. Il/elle le décide en fonction de ce qu'il /elle peut en faire. **La notion d'information est indissociable de l'utilisation que l'on peut en faire.**

N'étant pas philatéliste, si on me dit que le prix du timbre à l'effigie de la reine Victoria a augmenté de 2 Euros, pour moi c'est du bruit. En revanche quand on m'a donné la date butoir pour rendre ce texte, la phrase n'est pas plus noble mais pour moi c'est une info importante. Si on dit qu'il y a du chômage ou la guerre en Ukraine aujourd'hui ce n'est plus une info et de ressasser sans tracer d'issue confine au sentiment d'impuissance. Par contre, quand la météo me dit comment il vaut mieux que je m'habille, puisque j'en tiens compte c'est une information.

Une image est le reflet objectif de la réalité ? Est-ce sûr ? On voit des enfants palestiniens jeter des pierres sur des israéliens : sur de tranquilles passants ou sur des colonisateurs ou des troupes d'occupation ? Images de Gilets Jaunes : des manifestants et des AG sur des ronds-points ou des casseurs ?

Le fait pur n'existe pas. Il est toujours rapporté par la subjectivité de l'émetteur mais aussi par celle du récepteur. Le coût de l'électricité : ce n'est plus une info, on le sait déjà mais de savoir pourquoi ça augmente en serait une. La vie chère : on n'a pas besoin qu'on nous le dise. Mais comment faire baisser les coûts- ça, ça ce serait une info. Mais nous ne dirions pas tou/te/s la même chose. Une info pour être une info doit donc être multiple voire contradictoire. Au récepteur/trice de faire ses choix à partir de sa subjectivité. **Il n'y a d'info que conduisant au débat.**

Cher/es collègues nous sommes sacrément interpellé/es.

● **Pierre Zarka** ex-directeur de l'Humanité.

Le débat sur l'objectivité de l'information traverse le monde de la presse depuis des décennies, en atteste la méfiance de la majorité des citoyen-ne-s à l'égard des médias.

Les dictionnaires la définissent comme la « *qualité de quelqu'un, d'un esprit, d'un groupe qui porte un jugement sans faire intervenir de préférences personnelles...* »¹

A l'heure où les Bolloré et autres milliardaires crypto-fachos ont racheté des médias pour en faire des outils de propagande, le problème n'est pas qu'il nous faudrait des médias neutres ou « objectifs », mais plutôt des médias « honnêtes ». Le journaliste qui fait son métier honnêtement donne tous les éléments nécessaires afin de que les lecteurs, auditeurs, spectateurs comprennent d'où il parle, s'il a des opinions et dans quelles conditions il a produit l'information. On observe un match de manières différentes du haut de la tribune de la presse ou bien en bas, le long du terrain... et cela est vrai pour tous les sujets !

L'honnêteté d'un-e journaliste engagé-e réside dans sa transparence, la vérification des informations et sa capacité à publier des contenus qui ne vont pas dans le sens de ses idées.

La Charte d'éthique mondiale adoptée en 2009 précise : « *le-la journaliste veillera à ce que la diffusion d'une information ou d'une opinion ne contribue pas à nourrir la haine ou les préjugés et fera son possible pour éviter de faciliter la propagation de discriminations fondées sur l'origine géographique, raciale, sociale ou ethnique, le genre, les mœurs sexuelles, la langue, le handicap, la religion et les opinions politiques.* »² Ce sont des valeurs, des objectifs, mais pas de l'objectivité...

● **François Longéras**, journaliste

¹ Larousse

² Charte d'éthique mondiale des journalistes adoptée par la Fédération internationale des journalistes qui regroupe la quasi-totalité des organisations syndicales de la profession.



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>